

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 1999 — 3804

[99/29361]

17 MAI 1999. — Décret relatif aux centres de vacances (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret fixe les conditions générales d'agrément des centres de vacances, les conditions d'octroi de subventions aux centres de vacances agréés, ainsi que les normes de qualification du personnel de ces centres.

Aucun organisateur d'activités pour enfants ne peut porter le titre de centre de vacances agréé par la Communauté française ou faire référence d'une quelconque manière à la Communauté française s'il n'a été agréé préalablement en application du présent décret.

Art. 2. Pour l'application du présent décret il faut entendre par centre de vacances :

- 1° les plaines de vacances qui sont des services d'accueil non résidentiels d'enfants, sans obligation d'affiliation;
- 2° les séjours de vacances qui sont des services d'accueil résidentiels d'enfants;
- 3° les camps de vacances qui sont des services d'accueil résidentiels d'enfants, organisés par des mouvements de jeunesse agréés dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

Art. 3. Les centres de vacances ont pour mission de contribuer à l'encadrement, l'éducation et l'épanouissement des enfants pendant les périodes de congés scolaires.

Ils ont notamment pour objectifs de favoriser :

- 1° le développement physique de l'enfant, selon ses capacités, par la pratique du sport, des jeux ou d'activités de plein air;
- 2° la créativité de l'enfant, son accès et son initiation à la culture dans ses différentes dimensions, par des activités variées d'animation, d'expression, de création et de communication;
- 3° l'intégration sociale de l'enfant, dans le respect des différences, dans un esprit de coopération et dans une approche multiculturelle;
- 4° l'apprentissage de la citoyenneté et de la participation.

Art. 4. Les centres de vacances sont organisés durant les congés scolaires de deux semaines consécutives au moins.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les centres de vacances, les jeunes sont encadrés par du personnel qualifié.

Par personnel qualifié on entend :

- 1° l'animateur breveté, âgé de dix-sept ans au moins, porteur d'un titre délivré sur la base de l'acquisition d'une formation théorique de cent cinquante heures et d'une expérience utile de cent cinquante heures de prestations au sein d'un centre de vacances;
- 2° le coordinateur qui est l'animateur breveté, âgé de dix-huit ans au moins, et qui est porteur d'un titre obtenu sur la base de l'acquisition d'une formation théorique de cent cinquante heures et d'une expérience utile de deux cent cinquante heures de prestations au sein d'un centre de vacances;
- 3° le responsable qualifié qui est l'animateur breveté, âgé de dix-huit ans au moins, désigné par les instances d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française et qui peut faire preuve d'une expérience d'au moins un an d'animation, postérieure à l'acquisition du titre d'animateur breveté.

§ 2. Le Gouvernement détermine le contenu des formations qui portent notamment sur les matières suivantes : l'expression, la créativité, le bien-être des enfants, les premiers soins, la maltraitance des enfants, les méthodes actives d'éducation, l'organisation d'activités, la communication, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent, la gestion de groupe, l'éveil culturel.

§ 3. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 1^{er}, 1°, les personnes qui justifient de l'expérience utile visée au même alinéa et qui sont porteuses de l'un des titres qui suivent :

- un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale ou pédagogique, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur de promotion sociale;
- un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social, pédagogique ou en éducation physique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;
- un brevet d'instructeur en éducation physique, sport et vie en plein air délivré par la direction centrale des organisations de jeunesse et des organisations d'adultes selon les critères de l'arrêté ministériel du 20 mai 1976;
- un brevet de moniteur ou d'entraîneur délivré par l'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

§ 4. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 1^{er}, 2°, les personnes qui justifient de l'expérience utile visée au même alinéa et qui sont porteuses d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social ou pédagogique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

§ 5. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 1^{er}, 1°, pour l'encadrement des enfants de six ans et moins, les personnes qui justifient de l'expérience utile visée au même alinéa et qui sont porteuses d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de puéricultrice.

Art. 6. Toute personne appelée à apporter son concours à l'encadrement d'un centre de vacances doit être de bonne vie et mœurs et doit pouvoir en attester si elle est âgée de dix-huit ans et plus.

Art. 7. Pour être agréé l'organisateur d'un centre de vacances doit remplir les conditions suivantes :

- 1° s'engager à accueillir au moins 15 enfants âgés de 30 mois à 15 ans;
- 2° respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou politiques des enfants et de leurs parents;
- 3° définir un projet pédagogique qui rencontre les missions visées à l'article 3 et qui fixe les objectifs poursuivis, les méthodes et les moyens développés. Ce projet tient compte des composantes socioculturelles de la société;
- 4° être un pouvoir public, ou être constitué en association sans but lucratif, ou sous une autre forme associative, exclusive de la poursuite d'un gain matériel;
- 5° disposer d'une infrastructure fixe ou mobile, adaptée et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité;
- 6° s'engager à faire couvrir par des polices d'assurance :
 - a) sa responsabilité civile. Cette police doit couvrir les dommages causés par le fait personnel du demandeur ainsi que par les personnes et biens dont il doit répondre;
 - b) la responsabilité civile personnelle des enfants et des jeunes participant aux activités du centre de vacances;
 - c) le dommage corporel causé aux enfants pris en charge soit par le fait d'autres enfants participant aux activités du centre de vacances, soit par l'effet d'un événement ne donnant pas lieu à responsabilité dans son chef;
- 7° s'engager à se soumettre à l'inspection organisée par le Gouvernement;
- 8° avoir et s'engager à respecter un règlement d'ordre intérieur qui détermine les modalités pratiques de fonctionnement, d'organisation, de gestion des ressources humaines, de collaboration avec les différents partenaires et les parents. Le centre de vacances informe les parents ou les personnes qui exercent l'autorité parentale du contenu de ce règlement;
- 9° s'engager à assurer un encadrement dont les normes minimales sont :
 - a) d'un coordinateur pour les plaines et séjours de vacances et d'un responsable qualifié ou d'un coordinateur pour les camps de vacances;
 - b) d'un animateur par groupe de huit enfants si l'un ou plusieurs des enfants sont âgés de moins de six ans;
 - c) d'un animateur par groupe de douze enfants âgés de plus de six ans;
 - d) un animateur sur trois au moins, doit être porteur du brevet visé à l'article 5, § 1^{er}, 1°.

Art. 8. L'agrément peut être retiré à l'organisateur qui ne remplit plus les conditions d'agrément requises ou qui ne se soumet plus aux obligations qui lui incombent.

Art. 9. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi ou de retrait d'agrément. Il statue sur les demandes d'agrément ou sur les retraits d'agrément. Cet agrément est accordé pour une période de trois années civiles renouvelable. Le Gouvernement fixe la procédure de recours contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément.

Art. 10. Des subventions peuvent être accordées à un organisateur agréé en vertu de l'article 7, qui remplit les conditions suivantes :

- 1° garantir un fonctionnement au minimum :
 - a) pour les plaines de vacances, pendant trois périodes de cinq jours ouvrables, dont au moins deux consécutives durant les vacances d'été et au moins sept heures par jour;
 - b) pour les séjours de vacances et les camps de vacances, pendant une période de dix jours consécutifs dont huit jours pleins durant les vacances scolaires d'été ou de six jours consécutifs dont quatre jours pleins pendant les autres périodes de congés scolaires. La période de dix jours consécutifs peut être réduite à sept jours consécutifs dont cinq jours pleins durant les vacances d'été, lorsque les enfants concernés ont moins de huit ans.
- 2° prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès des enfants ne soit pas empêché par le montant de la participation financière éventuellement due par les parents.

Art. 11. § 1^{er}. Des subventions, dont le montant est déterminé par le Gouvernement, sont destinées au paiement d'une indemnité journalière octroyée aux animateurs brevetés et aux coordinateurs visés à l'article 5.

Les normes d'encadrement prises en compte pour le calcul de ces subventions sont établies sur base des normes minimales d'encadrement fixé à l'article 7, 9°.

§ 2. Sans préjudice des dispositions fixées à l'article 5, sont seuls pris en compte pour le calcul des subventions visées au § 1^{er} :

- a) pour les plaines et séjours de vacances : l'animateur breveté qui justifie, soit d'une expérience utile visée à l'article 5, dont la moitié au moins a été acquise au sein d'une plaine ou d'un séjour de vacances; soit d'une expérience complémentaire de septante-cinq heures acquise au sein d'une plaine ou d'un séjour de vacances s'il a acquis l'expérience utile visée à l'article 5 au sein d'un camp de vacances;
- b) pour les camps de vacances : l'animateur breveté qui justifie, soit d'une expérience utile visée à l'article 5, dont la moitié au moins a été acquise au sein d'un camp de vacances; soit d'une expérience utile complémentaire de septante-cinq heures acquise au sein d'un camp de vacances s'il a acquis l'expérience utile visée à l'article 5 au sein d'une plaine ou d'un séjour de vacances.

Art. 12. Des subventions sont accordées pour les frais de fonctionnement des centres de vacances selon les modalités définies par le Gouvernement. Pour le calcul de ces subventions il est tenu compte notamment du nombre d'enfants accueillis au sein du centre de vacances.

Art. 13. Les subventions sont versées après la réalisation effective des activités. Une subvention provisionnelle égale à 50 % maximum de la subvention octroyée au cours de l'année précédente peut être accordée par le Gouvernement sur base de critères objectifs.

Art. 14. Le Gouvernement détermine des critères particuliers pour l'agrément et le subventionnement des centres de vacances qui accueillent des enfants issus de milieux ou de zones défavorisés. Ces critères tiennent compte notamment du nombre de participants et de leur âge.

Art. 15. Le Gouvernement détermine des critères particuliers pour l'agrément et le subventionnement des centres de vacances qui intègrent également des enfants handicapés. Ces critères tiennent compte notamment du nombre de participants et de leur âge.

Art. 15bis. Le Gouvernement détermine des critères particuliers pour l'agrément et le subventionnement des centres de vacances organisés en faveur d'enfants handicapés qui ne peuvent participer à des activités habituelles.

Art. 16. Le Gouvernement organise le contrôle des centres de vacances.

Art. 17. Par dérogation à l'article 7, 9°, d) la norme d'un animateur breveté sur trois est ramenée à un animateur breveté sur quatre durant les deux premières années qui suivent l'entrée en vigueur des dispositions concernées.

Art. 18. Le Gouvernement fixe, pour chaque disposition du présent décret, la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mai 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
C. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 289-1. Amendements de commission : n°s 289-2 à 289-7. Rapport : n° 289-8.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 27 avril 1999.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 1999 — 3804

[99/29361]

17 MEI 1999. — Decreet betreffende de vakantiecentra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet bepaalt de algemene voorwaarden voor de erkenning van de vakantiecentra, de voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de erkende vakantiecentra, alsook de kwalificatienormen voor het personeel van die centra.

Geen enkele organisator van kinderactiviteiten mag de benaming van vakantiecentrum erkend door de Franse Gemeenschap voeren of op om het even welke manier zinspelen op de Franse Gemeenschap indien hij op voorhand niet werd erkend in toepassing van dit decreet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet moet worden verstaan onder vakantiecentrum :

1° de vakantiespeelpleinen die niet-residentiële onthaaldiensten voor kinderen zijn, zonder verplicht te zijn zich aan te sluiten;

2° de vakantieverblijven die residentiële onthaaldiensten voor kinderen zijn;

3° de vakantiecampen die residentiële onthaaldiensten voor kinderen zijn, georganiseerd door jeugdbewegingen erkend in het kader van het decreet van 20 juni 1980 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties.

Art. 3. De vakantiecentra hebben als opdracht bij te dragen tot de begeleiding, de opvoeding en de ontwikkeling van de kinderen tijdens de periodes van schoolverlof.

Zij hebben onder andere als doelstellingen de bevordering van :

1° de lichamelijke ontwikkeling van het kind volgens zijn capaciteiten door de beoefening van sport, spelen of activiteiten in open lucht;

2° de creativiteit van het kind, zijn toegang tot en zijn initiatie in de cultuur in de verschillende dimensies, door gevarieerde activiteiten op het gebied van animatie, expressie, creatie en communicatie;

3° de sociale integratie van het kind, met inachtneming van de verschillen, in een geest van samenwerking en in een pluriculturele benadering;

4° het aanleren van de zin voor burgerschap en participatie.

Art. 4. De vakantiecentra worden georganiseerd tijdens een schoolverlof van ten minste twee opeenvolgende weken.

Art. 5. § 1. In de vakantiecentra worden de jongeren door geschoold personeel begeleid.

Onder geschoold personeel wordt verstaan :

1° de gebrevetteerde animator van ten minste zeventien jaar, houder van een titel uitgereikt op basis van de verworvenheid van een theoretische opleiding van honderd vijftig uren en een nuttige ervaring van honderd vijftig uren prestaties in een vakantiecentrum;

2° de coördinator die de gebrevetteerde animator is van ten minste achttien jaar en die houder is van een titel behaald op basis van de verworvenheid van een theoretische opleiding van honderd vijftig uren en een nuttige ervaring van tweehonderd vijftig uren prestaties in een vakantiecentrum;

3° de geschoolde verantwoordelijke die de gebrevetteerde animator is van ten minste achttien jaar aangesteld door de instanties van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap en die kan bewijzen dat hij een ervaring heeft opgedaan van ten minste een jaar animatie, die later werd verworven dan de titel van gebrevetteerde animator.

§ 2. De Regering bepaalt de inhoud van de opleidingen die onder meer betrekking hebben op de volgende leerstoffen : expressie, creativiteit, welzijn van het kind, eerste zorgverleningen, mishandeling van kinderen, actieve opvoedingsmethodes, organisatie van activiteiten, communicatie, psychologie van het kind en de teenager, beheer van een groep, culturele ontwikkeling.

§ 3. Worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld bij § 1, 1° de personen die het bewijs leveren van een nuttige ervaring bedoeld bij hetzelfde lid en die houder zijn van een van de volgende titels :

— een diploma of een eindejaarsgetuigschrift met sociale of pedagogische oriëntatie, ten minste van het niveau van het hoger secundair technisch onderwijs voor sociale promotie;

— een diploma of een eindejaarsgetuigschrift van het niveau van het sociaal, pedagogisch hoger onderwijs in lichamelijke opvoeding van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— een brevet van instructeur in lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens uitgereikt door de hoofddirectie van de jeugdorganisaties en de organisaties voor volwassenen volgens de criteria van het ministerieel besluit van 20 mei 1976;

— een brevet van monitor of trainer uitgereikt door het bestuur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens.

§ 4. Worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld bij § 1, 2° de personen die het bewijs leveren de nuttige ervaring te hebben opgedaan bedoeld bij hetzelfde lid en die houder zijn van een diploma of een eindejaarsgetuigschrift van het niveau van het hoger sociaal of pedagogisch onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie.

§ 5. Worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld bij § 1, 1° voor de begeleiding van de kinderen van zes jaar en minder, de personen die het bewijs leveren van de nuttige ervaring bedoeld bij hetzelfde lid en die houder zijn van een diploma of een eindejaarsgetuigschrift van kinderverzorgster.

Art. 6. Iedere persoon die verzocht wordt zijn medewerking te verlenen inzake begeleiding van een vakantiecentrum moet een goed zedelijk gedrag hebben en moet er bewijs van kunnen leveren indien zij achttien jaar oud en meer is.

Art. 7. Om erkend te worden moet de organisator van een vakantiecentrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° zich verbinden ten minste 15 kinderen tussen 30 maanden en 15 jaar op te nemen;

2° de ideologische, filosofische of politieke overtuigingen van de kinderen of de ouders te respecteren;

3° een pedagogisch project te bepalen dat beantwoordt aan de opdrachten bedoeld bij artikel 3 en dat de nagestreefde doelstellingen, de methodes en de uitgewerkte middelen bepaalt. dit project houdt rekening met de socio-culturele componenten van de maatschappij;

4° een openbare macht zijn of opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk of in een andere verenigingsvorm die de jacht op materieel voordeel uitsluit;

5° over een vaste of beweegbare infrastructuur beschikken, die aangepast is en die voldoende zekerheid biedt inzake hygiëne en veiligheid;

6° zich ertoe verbinden door verzekeringspolissen de dekking te garanderen van :

a) zijn wettelijke aansprakelijkheid. Deze polis moet de schade dekken veroorzaakt door het persoonlijk gedrag van de verzoeker alsook door de personen en goederen waarvoor hij verantwoordelijk is;

b) de persoonlijke wettelijke aansprakelijkheid van de kinderen en de jongeren die deelnemen aan de activiteiten van het vakantiecentrum;

c) de lijfschade berokkend aan de kinderen die ten laste worden genomen ofwel door het gedrag van andere kinderen die aan de activiteiten van het vakantiecentrum deelnemen, ofwel door een feit waarvoor geen verantwoordelijkheid in zijn hoofde is;

7° zich ertoe verbinden zich te onderwerpen aan de inspectie georganiseerd door de Regering;

8° een huishoudelijk reglement opstellen en het naleven dat de praktische maatregelen bepaalt inzake werking, organisatie, beheer van het human resource management, samenwerking met de verschillende partners en de ouders. Het vakantiecentrum licht de ouders of de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen in over de inhoud van dit reglement;

9° zich ertoe verplichten een begeleiding te verzekeren waarvan de minimale normen de volgende zijn :

a) een coördinator voor de speelpleinen en de vakantieverblijven en een geschoolde verantwoordelijke of een coördinator voor de vakantiecampen.

b) een animator per groep van acht kinderen indien een of meer kinderen minder dan zes jaar oud zijn;

c) een animator per groep van twaalf kinderen van meer dan zes jaar;

d) ten minste een animator op de drie moet houder zijn van het brevet bedoeld bij artikel 5, § 1, 1°.

Art. 8. De erkenning kan ingetrokken worden aan de organisator die niet beantwoordt aan de vereiste voorwaarden voor de erkenning of die zich niet meer schikt naar de verplichtingen die hem ten laste vallen.

Art. 9. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning of de intrekking van de erkenning. Zij beslist over de aanvragen tot erkenning of over de intrekkingen van de erkenning. Deze erkenning wordt toegekend voor een hernieuwbare periode van 3 burgerlijke jaren. De Regering bepaalt de beroepsprocedure tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning.

Art. 10. Toelagen kunnen toegekend worden aan een organisator erkend krachtens artikel 7, die aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° een werking waarborgen ten minste :

a) voor de vakantiepleinen gedurende drie periodes van vijf werkdagen, waarvan ten minste twee opeenvolgende dagen gedurende het zomerverlof en ten minste zeven uren per dag;

b) voor de vakantieverblijven en de vakantiecampen, gedurende een periode van tien opeenvolgende dagen waaronder acht dagen tijdens het schoolverlof in de zomer of van zes opeenvolgende dagen waaronder vier volle dagen tijdens de andere periodes van het schoolverlof. De periode van tien opeenvolgende dagen kan herleid worden tot zeven opeenvolgende dagen waaronder vijf volle dagen tijdens het zomerverlof wanneer de betrokken kinderen minder dan acht jaar oud zijn.

2° de nodige schikkingen treffen opdat de opvang van de kinderen niet zou verhinderd worden door het bedrag van de financiële bijdrage die eventueel door de ouders verschuldigd is.

Art. 11. § 1. Bepaalde toelagen waarvan het bedrag door de Regering is vastgesteld, zijn bestemd voor de betaling van een dagvergoeding toegekend aan de gebrevetteerde animators en aan de coördinatoren bedoeld bij artikel 5.

De begeleidingsnormen die in aanmerking komen voor de berekening van die toelagen worden vastgesteld op basis van de minimale begeleidingsnormen bepaald bij artikel 7, 9°.

§ 2. Onverminderd de bepalingen bepaald bij artikel 5, worden enkel in aanmerking genomen voor de berekening van de in § 1 bedoelde toelagen;

a) voor de vakantiepleinen en - verblijven : de gebrevetteerde animator die het bewijs levert ofwel de nuttige ervaring te bezitten bedoeld bij artikel 5, waarvan ten minste de helft werd verworven in een vakantieplein of - verblijf, ofwel een bijkomende ervaring van vijfenzeventig uren verworven in een vakantieplein of - verblijf indien hij de nuttige ervaring bedoeld bij artikel 5 in een vakantiecamp heeft verworven;

b) voor de vakantiecampen : de gebrevetteerde animator die het bewijs levert de nuttige ervaring te bezitten bedoeld bij artikel 5, waarvan ten minste de helft werd verworven in een vakantieplein; ofwel een bijkomende nuttige ervaring van vijfenzeventig uren verworven in een vakantieplein indien hij de nuttige ervaring bedoeld bij artikel 5 in een vakantiecamp of -plein heeft verworven.

Art. 12. Toelagen worden toegekend voor de werkingskosten van de vakantiecentra volgens de maatregelen bepaald door de Regering. Voor de berekening van die toelagen wordt er onder meer rekening gehouden met het aantal kinderen die in het vakantiecentrum worden opgenomen;

Art. 13. De toelagen worden gestort na de effectieve verwenzenlijking van de activiteiten. De provisionele toelage, gelijk aan maximum 50 % van de toelage toegekend tijdens het vorig jaar, kan door de Regering toegekend worden op basis van objectieve criteria.

Art. 14. De Regering bepaalt de bijzondere criteria voor de erkenning en de betoelaging van de vakantiecentra die kinderen opvangen die uit minder bedeelde milieus of zones komen. Die criteria houden onder meer rekening met het aantal deelnemers en met hun leeftijd.

Art. 15. De Regering bepaalt de bijzondere criteria voor de erkenning en de betoelaging van de vakantiecentra die ook gehandicapte kinderen integreren. Die criteria houden onder meer rekening met het aantal deelnemers en met hun leeftijd.

Art. 15bis. De Regering bepaalt de bijzondere criteria voor de erkenning en de betoelaging van de vakantiecentra georganiseerd voor gehandicapte kinderen die aan gewone activiteiten niet kunnen deelnemen.

Art. 16. De Regering organiseert het toezicht op de vakantiecentra.

Art. 17. In afwijking van artikel 7, 9°, d) wordt de norm van een gebrevetteerde animator op drie herleid tot een gebrevetteerde animator op vier gedurende de eerste twee jaren die volgen op de inwerkingtreding van de bepalingen waarvan sprake.

Art. 18. De Regering bepaalt voor elke bepaling van dit decreet de datum van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
C. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE